

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SESSION ORDINAIRE DE 2005-2006

Articles, amendements et annexes

Séances du mardi 2 mai 2006



**JOURNAUX
OFFICIELS**

203^e séance

Articles, amendements et annexes

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de Mme Bérengère Poletti, une proposition de loi modifiant l'article L. 323-6 du code de la sécurité sociale et visant à assouplir les heures de sortie autorisées pour certains patients.

Cette proposition de loi, n° 3044, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. François Vannson, une proposition de loi tendant à permettre à un « délégué d'école » de participer au conseil d'école.

Cette proposition de loi, n° 3045, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Jean-Pierre Nicolas, une proposition de loi modifiant l'article L. 411-39 du code rural relatif aux baux ruraux.

Cette proposition de loi, n° 3046, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Bernard Perrut, une proposition de loi visant à établir un versement semestriel des allocations logement inférieures au seuil réglementaire.

Cette proposition de loi, n° 3047, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Denis Merville, une proposition de loi relative à l'installation de l'éthylotest anti-démarrreur sur les véhicules.

Cette proposition de loi, n° 3048, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Alfred Almont, une proposition de loi réformant la loi du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer.

Cette proposition de loi, n° 3049, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de MM. Marc Le Fur et Yves Simon, une proposition de loi tendant à aider les ménages à revenus modestes à financer les travaux de mise aux normes de leurs systèmes d'assainissement non collectif.

Cette proposition de loi, n° 3050, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Gaëtan Gorce et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi pour l'organisation d'un grand débat national sur la fin de vie et l'évaluation de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005.

Cette proposition de loi, n° 3051, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de Mme Paulette Guinchard et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi tendant à améliorer l'information du Parlement par la promotion d'études de genre afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes.

Cette proposition de loi, n° 3052, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de MM. Richard Mallié et Roland Blum, une proposition de loi complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915.

Cette proposition de loi, n° 3053, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Éric Raoult, une proposition de loi visant à réprimer la négation du génocide arménien.

Cette proposition de loi, n° 3054, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Luc-Marie Chatel, une proposition de loi visant à instaurer les recours collectifs de consommateurs en France.

Cette proposition de loi, n° 3055, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Jacques Myard, une proposition de loi visant à lutter contre les atteintes à la dignité de la femme résultant de certaines pratiques religieuses.

Cette proposition de loi, n° 3056, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. François Vannson, une proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet.

Cette proposition de loi, n° 3057, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 2 mai 2006, de M. Eric Raoult, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des émeutes urbaines de novembre 2005.

Cette proposition de résolution, n° 3059, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 avril 2006, de M. Thierry Mariani, un rapport, n° 3058, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986).

DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 14 avril 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, deux rapports au Parlement relatifs à la mise en application :

– de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité ;

– de la loi n° 2005-296 du 31 mars 2005 portant réforme de l'organisation du temps de travail.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 14 avril 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 17 de la loi organique n° 2005-881 du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale, l'état semestriel des sommes restant dues par l'État, aux régimes obligatoires de base.

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 2 mai 2006, de M. Jean-Marie Rolland un rapport d'information, n° 3061, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'enseignement des disciplines scientifiques dans le primaire et le secondaire.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

OBSERVATOIRE DE LA SÉCURITÉ DES CARTES DE PAIEMENT

(1 poste à pourvoir)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 20 avril 2006, M. Jean-Pierre Brard.

CONSEIL D'ORIENTATION DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES ZONES URBAINES SENSIBLES

(2 postes à pourvoir : 1 titulaire, 1 suppléant)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 2 mai 2006, M. Georges Mothron, comme membre titulaire, et M. Jean-Yves Le Bouillonnet, comme membre suppléant.

ORDRE DU JOUR ÉTABLI EN CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

(Réunion du mardi 2 mai 2006)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra du mardi 2 mai 2006 au jeudi 18 mai 2006 inclus a été ainsi fixé :

Mardi 2 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986-3058).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Mercredi 3 mai 2006 :

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986-3058).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Jeudi 4 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986-3058).

Vendredi 5 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures et, éventuellement, le soir, à 21 h 30 :

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (n° 2986-3058).

Mardi 9 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Explications de vote et vote, par scrutin public, sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (urgence déclarée) (n° 2986-3058) ;

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276, 2^e rectifié).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Mercredi 10 mai 2006 :

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276 2^e rectifié).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Jeudi 11 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276, 2^e rectifié).

Mardi 16 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30 :

Sous réserve de son dépôt, discussion de la proposition de loi relative à l'insertion des jeunes dans l'emploi ;

Discussion de la proposition de loi constitutionnelle de M. Paul Quilès et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement (n° 241 rectifié).

(Séance d'initiative parlementaire)

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276, 2^e rectifié).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Mercredi 17 mai 2006 :

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276, 2^e rectifié).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Jeudi 18 mai 2006 :

Le matin, à 9 h 30 :

Éventuellement, suite de la discussion de la proposition de loi constitutionnelle de M. Paul Quilès et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement (n° 241 rectifié) ;

Discussion de la proposition de loi de M. Didier Migaud et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (n° 3030).

(Séance d'initiative parlementaire)

L'après-midi, à 15 heures :

Discussion du projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes (n° 3010) ;

Éventuellement, suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276, 2^e rectifié).

Le soir, à 21 h 30 :

Éventuellement, suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Transmissions

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 12 avril 2006

E 3126. – Projet de budget 2007 pour Europol – 8080/06.

Communication du 13 avril 2006

E 3103. – Annexe 2 – Avant-projet de budget rectificatif n° 2 au budget général 2006 – (SEC [2006] 490 final).

Communications du 24 avril 2006

E 3127. – Proposition de règlement du Conseil portant adaptation du règlement (CE) n° 1698/2005 concernant le soutien au

développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), compte tenu de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (COM [2006] 0149 final) ;

E 3128. – Proposition de décision du conseil portant adaptation de l'acte d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en ce qui concerne le développement rural. – Proposition de décision du conseil portant adaptation de l'annexe VIII de l'acte d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie (COM [2006] 0152 final) ;

E 3129. – Proposition de règlement du Conseil relatif à l'utilisation en aquaculture des espèces exotiques et des espèces étrangères au milieu local (COM [2006] 0154 final) ;

E 3130. – Proposition de règlement du Conseil modifiant les annexes A et C du règlement (CE) n° 1346/2000 en ce qui concerne la France (COM [2006] 0038 final).

Notification d'adoptions définitives

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre en date du 3 février 2006 qu'ont été adoptés définitivement par les instances de l'Union européenne, les textes suivants :

E 3093 (COM [2006] 61 final). – Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en œuvre de l'accord relatif à l'octroi d'un régime de franchise de droits aux circuits intégrés à puces multiples (MCP) par une modification de l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (adopté le 20 mars 2006).

E 3071 (COM [2005] 698 final)/2. – Proposition de règlement du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires (adopté le 20 mars 2006).

E 3037 (COM [2005] 640 final). – Proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (adopté le 9 mars 2006).

E 3035 (COM [2005] 638 final). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1255/96 portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche (adopté le 30 janvier 2006).

E 3013 (COM [2005] 584 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, et à l'application provisoire de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif aux amendements modifiant le protocole, fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord de coopération en matière de pêches maritimes entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie pour la période allant du 1^{er} août 2001 au 31 juillet 2006 (adopté le 14 février 2006).

E 3010 (COM [2005] 547 final). – Proposition de règlement du Conseil rectifiant le règlement (CE) n° 1786/2003 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fourrages séchés (adopté le 20 mars 2006).

E 3002 (COM [2005] 547 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis sur le commerce du vin (adopté le 20 décembre 2005).

E 2994 (COM [2005] 1379 final). – Lettre rectificative n° 2 à l'avant-projet de budget pour 2006. – État général des recettes. – État des recettes et des dépenses par section. – Section III. – Commission (adopté le 15 décembre 2005).

E 2988 (COM [2005] 498 final). – Proposition de règlement du Conseil portant modification et mise à jour du règlement (CE) n° 1334/2000 instituant un régime communautaire de contrôles des exportations de biens et technologies à double usage (adopté le 27 février 2006).

E 2983 (COM [2005] 1269 final). – Lettre rectificative n° 1 à l'avant-projet de budget 2006. – État général des recettes – État des recettes et des dépenses par section. – Section

- III. – Commission : Note de transmission du secrétaire général de la Commission européenne au secrétaire général/haut représentant (adopté le 15 décembre 2005).
- E 2972 (COM [2005] 460 final). – Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2000/24/CE afin d'inclure les Maldives dans la liste des pays couverts, suite aux tsunamis de l'océan Indien de décembre 2004 (adopté le 27 février 2006).
- E 2944 (COM [2005] 372 final). – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole additionnel à l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque (adopté le 21 décembre 2005).
- E 2916 (COM [2005] 263 final). – Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1782/2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs. – Proposition de règlement du Conseil instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté européenne et modifiant le règlement (CE) n° 1258/01999 relatif au financement de la politique agricole commune (adopté le 20 février 2006).
- E 2902 (COM [2005] 300 final). – Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2006. – Volume 0. – Introduction générale et avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2006. – Volume 1. – Introduction et financement du budget général : B, État général des recettes par ligne budgétaire ; C, Effectifs ; D, Patrimoine : Documents de la Commission européenne (adopté le 15 décembre 2005).
- E 2887 (COM [2005] 100 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement du Canada sur le traitement des données relatives aux informations anticipées sur les voyageurs (API)/dossiers passagers (PNR) (adopté le 18 juillet 2005).
- E 2858 (COM [2005] 131 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un Protocole à l'Accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège. – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège (adopté le 21 février 2006).
- E 2781 – SG (2004) D/10230. – Lettre de la Commission européenne du 1^{er} décembre 2004 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume des Pays-Bas en date du 4 octobre 2004, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme (adopté le 27 février 2006).
- E 2777 (COM [2004] 762 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'accords sous la forme d'échanges de lettres entre la Communauté européenne et, respectivement, la République de Bulgarie et la République de Roumanie concernant l'établissement de concessions commerciales préférentielles réciproques pour certains vins, et modifiant le règlement (CE) n° 933/95 (adopté le 21 décembre 2005).
- E 2765 (COM [2004] 623 final). – Proposition de décision du Conseil instituant le Collège européen de police (CEPOL) en tant qu'organe de l'Union européenne (adopté le 20 septembre 2005).
- E 2729 (COM [2004] 658 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse concernant la participation de la Suisse à l'Agence européenne pour l'environnement et au réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement. – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse concernant la participation de la Suisse à l'Agence européenne pour l'environnement et au réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement (adopté le 27 février 2006).
- E 2719 (COM [2004] 649 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne (E 2916 – COM [2005] 263 final) et la Confédération suisse dans le domaine de l'audiovisuel, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse aux programmes communautaires MEDIA Plus et MEDIA Formation, ainsi que d'un acte final (adopté le 27 février 2006).
- E 2711 (COM [2004] 645 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine statistique. – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine statistique (adopté le 27 février 2006).
- E 2703 (COM [2004] 596 final). – Proposition de décision du Conseil sur la signature, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne. – Proposition de décision du Conseil sur la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne (adopté le 27 février 2006).
- E 2702 (COM [2004] 594 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Danemark, étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n° 343/2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers et du règlement (CE) n° 2725/2000 concernant la création du système « Eurodac » pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la convention de Dublin. – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne

et le Royaume du Danemark, étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n° 343/2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers et du règlement (CE) n° 2725/2000 concernant la création du système « Eurodac » pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la convention de Dublin (adopté le 21 février 2006).

E 2643 (COM [2004] 465 final). – Proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque (adopté le 27 février 2006).

E 2544 (COM [2003] 767 final). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'application du code international de gestion de la sécurité (code ISM) dans la Communauté (adopté le 15 février 2006).

E 2495 (COM [2003] 847 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté (adopté le 15 février 2006).

E 2492 (COM [2003] 855 final). – Proposition de décision du Conseil relative à l'adhésion de la Communauté à la convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central (adopté le 26 avril 2006).

E 2022 (SEC [2002] 495 final). – 1. Proposition de décision du Conseil et de la Commission/CE/CECA sur la position à adopter par la Communauté au sein du conseil d'association établi par l'accord européen signé le 16 décembre 1991 entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part, et sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs États membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, concernant une prorogation de la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen.

2. Proposition de décision du Conseil et de la Commission/CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs États membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la République tchèque ; proposition de décision du Conseil et de la Commission CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la Bulgarie.

3. Proposition de décision du Conseil et de la Commission CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs États membres, d'une part, et la République de Roumanie, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la Roumanie.

Première proposition adoptée le 23 octobre 2002.

Deuxième proposition adoptée le 17 mars 2006.

Troisième proposition adoptée le 28 septembre 2004.

Retraits

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre, en date du 14 avril 2006, que sont retirés les textes suivants :

E 2744 (COM [2004] 654 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès au marché des services portuaires.

E 2093 (COM [2002] 410 final). – Proposition de règlement du Conseil relatif à l'attribution des cautions, cautionnements ou garanties constitués dans le cadre de la politique agricole commune et restant acquis, et abrogeant le règlement (CEE) n° 352/78.

E 2076 (COM [2002] 340 final). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la coopération de la Communauté avec les pays d'Asie et d'Amérique latine et modifiant le règlement (CE) n° 2258/96 du Conseil.

E 1921 (COM [2001] 547 final). – Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions concernant les carburants de substitution pour les transports routiers et une série de mesures visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants dans les transports. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 92/81/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer un taux d'accise réduit sur certaines huiles minérales qui contiennent des biocarburants et sur les biocarburants.

E 1860 (COM [2001] 483 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté, du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

E 1842 (COM [2001] 546 final). – Communication de la Commission relative aux promotions des ventes dans le marché intérieur. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux promotions des ventes dans le marché intérieur.

E 1813 (COM [2001] 386 final). – Proposition de directive du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi salarié ou de l'exercice d'une activité économique indépendante.

E 1780 (COM [2001] 388 final). – Proposition de directive du Conseil relative aux conditions dans lesquelles les ressortissants de pays tiers peuvent circuler librement sur le territoire des États membres pendant une durée maximale de trois mois, introduisant une autorisation spécifique de voyage et fixant les conditions d'entrée en vue d'un déplacement d'une durée maximale de six mois.

E 1748 (COM [2001] 201 final). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche.

E 1576 (COM [2000] 616 final). – Proposition de règlement du Conseil relatif aux mesures à prendre en représailles du manquement de la Fédération de Russie aux obligations que lui impose l'accord de partenariat et de coopération en ce qui concerne le commerce de boissons alcooliques.

E 1096 (COM [1988] 115 final). – Proposition de directive du Conseil concernant un système transparent de règles harmonisées en matière de restrictions à la circulation applicables aux poids lourds effectuant des transports internationaux sur des routes déterminées.

E 1006 (COM [1997] 691 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des régimes juridiques de protection des inventions par le modèle d'utilité.

E 886 (COM [1997] 218 final). – Mémoire de la Commission : application des règles de concurrence aux transports aériens. – Proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3975/87 déterminant les modalités d'application des règles de concurrence applicables aux entreprises de transports aérien. Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant

l'application de l'article 85, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords et de pratiques concertées dans le domaine des transports aériens entre la Communauté et les pays tiers.

E 778 (COM [1996] 634 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord établissant les conditions régissant le transport par voie navigable de marchandises et de passagers entre la Communauté européenne, d'une part, et la République tchèque, la République de Pologne et la République slovaque, d'autre part.

E 667 (COM [1996] 260 final). – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres dans le domaine de la certification de produits industriels dans le cadre de l'accord européen entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part, et la République de Pologne de l'autre.

E 337 (COM [1994] 480 final). – Proposition de règlement du Conseil relatif à l'attribution des cautions, cautionnements ou garanties constitués dans le cadre de la politique agricole commune et restant acquis, et abrogeant le règlement (CEE) n° 352/78.

